

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 50 (2023)

Faits saillants

- ❖ Région : 4,7% de croissance en 2024 d'après la BAsD, après 4,3% en 2023
- ❖ Vietnam : Fitch réhausse la note de BB à BB+ avec perspective « stable »
- ❖ Thaïlande : l'indice boursier chute à son plus bas niveau en trois ans

LE CHIFFRE À RETENIR

840 M\$

Montant de l'investissement de TikTok pour acquérir 75% de la branche e-commerce de la licorne indonésienne GoTo

Région

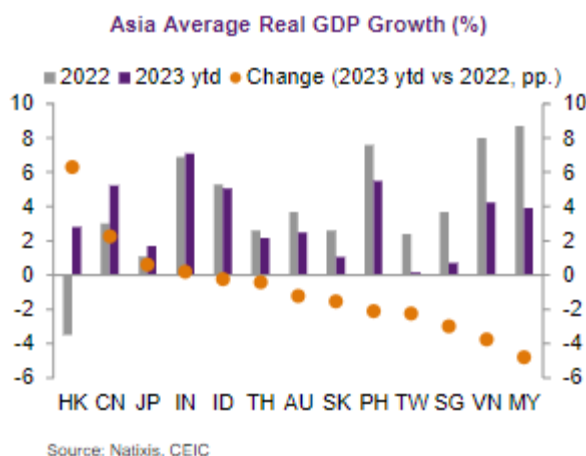
BAsD : croissance revue de 4,6% à 4,3% en 2023

La Banque asiatique de développement (BAsD) a abaissé ses prévisions de croissance pour l'Asie du Sud-Est, de 4,6% à 4,3% en 2023, et de 4,8% à 4,7% en 2024. La révision à la baisse est principalement due à la faible performance du secteur manufacturier en Malaisie, en Thaïlande et au Vietnam. Pour cette année, la prévision de croissance de la Thaïlande a été particulièrement révisée à la baisse, de 3,5% à 2,5%, en raison de la contraction des exportations et de la baisse des dépenses publiques. Les taux de croissance du Vietnam et de la Malaisie ont également été revus à la baisse, de 5,8% à 5,2%, et de 4,5% à 4,2%, respectivement. Quant aux Philippines, à l'Indonésie et à Singapour, leurs prévisions respectives de 5,7%, 5% et 1% sont maintenues.

	GDP Growth				
	2022	2023		2024	
		September	December	September	December
Southeast Asia	5.6	4.6	4.3	4.8	4.7
Indonesia	5.3	5.0	5.0	5.0	5.0
Malaysia	8.7	4.5	4.2	4.9	4.6
Philippines	7.6	5.7	5.7	6.2	6.2
Singapore	3.6	1.0	1.0	2.5	2.5
Thailand	2.6	3.5	2.5	3.7	3.3
Viet Nam	8.0	5.8	5.2	6.0	6.0

Natixis : résilience de la région en 2023 et 2024 face au ralentissement de l'économie chinoise

Dans une récente note, la banque française revient sur la trajectoire économique régionale en 2023, évoquant les attentes non comblées d'une accélération de la croissance liée à la réouverture de la Chine et la surprise face à un resserrement monétaire américain plus prononcé que prévu. Malgré un recul notable des exportations, en particulier dans le secteur électronique, la banque estime que les économies asiatiques sont restées résilientes en 2023 et prévoit la poursuite de cette robustesse en 2024, même face au ralentissement structurel de l'économie chinoise. Si l'évolution de la demande extérieure reste incertaine, un potentiel rebond dans le secteur des semi-conducteurs pourrait être bénéfique aux économies de la région, de même qu'une normalisation de la politique monétaire de la FED. Enfin, l'urbanisation croissante des économies et la hausse des IDE, découlant des efforts de diversification des chaînes de valeur hors de Chine, pourraient également venir soutenir la croissance.



Sanctions internationales face à la croissance des réseaux d'arnaques en ligne dans la région

La pression internationale s'intensifie sur l'industrie de la cyber-arnaque en Asie du Sud-Est, avec des sanctions du Royaume-Uni contre des acteurs au Cambodge, en Birmanie et au Laos, une opération coordonnée par Interpol et la Chine émettant des mandats d'arrêt. Le Royaume-Uni a récemment sanctionné neuf personnes et cinq entités liées aux "fermes d'arnaques en ligne" dans ces pays. L'opération vise à stopper les activités illégales florissantes au Cambodge, au Myanmar et au Laos. En octobre, Interpol avait mené l'opération "Storm Makers II", aboutissant à 281 arrestations et au sauvetage de près de 150 victimes.

Indonésie

Nouvelles mesures en faveur des investissements dans le secteur des véhicules électriques

La réglementation n°79/2023, promulguée par le Président le 8 décembre, cherche à attirer davantage d'investissements dans le secteur des véhicules électriques, en accordant des exemptions fiscales ainsi que des facilités d'importation (y compris pour des véhicules finis et non plus seulement pour les pièces détachées – CKD) aux constructeurs qui s'engagent à investir dans des lignes de production d'ici à 2025. La réglementation révisé également les exigences en matière de contenu local, avec une obligation de produire 40% de la valeur en Indonésie jusqu'en 2026, puis 60% à partir de 2027 (contre 2024 précédemment) et enfin 80% en 2030. Des décrets d'application doivent encore être adoptés par les ministères de l'Investissement, de l'Industrie, du Commerce ainsi que des Finances. Pour mémoire, le gouvernement a pour ambition de produire 300 000 véhicules par an à horizon 2030.

Prise de contrôle par Tiktok de la plateforme de e-commerce Tokopedia

TikTok a annoncé un investissement de 840 M USD visant à acquérir 75% de la branche e-commerce du conglomérat GoTo (issu du rapprochement entre Gojek et Tokopedia). L'entreprise chinoise a également indiqué son souhait d'investir dans le développement de Tokopedia, ce qui porterait le coût total de l'opération à 1,5 Md USD. Cette dernière devrait être conclue en 2024 et permettre à TikTok de relancer son activité de e-commerce TikTok Shop en Indonésie - qui sera gérée par Tokopedia. Ce service avait été suspendu début octobre suite à l'entrée en vigueur de la réglementation interdisant la vente de biens via les médias sociaux (cf. Brèves de la semaine 39).

Malaisie

Remaniement ministériel

Le Premier ministre Anwar Ibrahim a annoncé le 12 décembre, un an après la prise de fonction de son premier gouvernement d'unité nationale, un remaniement ministériel qui porte le nombre de ministres de 28 à 31. Dans la sphère économique et financière, les changements notables sont la création d'un poste de ministre des Finances II, le Premier ministre conservant son portefeuille de ministre des Finances, et la scission du ministère des Ressources naturelles, de l'environnement et du climat (NRECC) et celui des Communications et du numérique. Dans cette nouvelle organisation, Nik Nazmi conserve les compétences de ministre des Ressources naturelles et du développement durable, et Fahmi Fadzil, celles de ministre des Communications. Le vice Premier ministre, Fadillah Yusof, récupère le portefeuille de la transition énergétique ainsi que les affaires relatives au Sabah et au Sarawak, dont il est originaire et qui occupe une place importante dans la nouvelle politique énergétique du pays. La création d'un ministère du Numérique à part entière voit le retour de Gobind Singh Deo, un avocat qui avait occupé le poste de ministre des Communications et du multimédia entre 2018 et 2020. Amir Hamzah Azizan, le nouveau ministre des Finances II, dirigeait jusqu'à présent le plus important fonds de pension malaisien (EPF), et a occupé diverses fonctions de haut niveau au sein d'entreprises publiques (Tenaga Nasional, Petronas, Sime Darby). Enfin, le ministère des Affaires étrangères revient à Mohamad Hasan, ex-ministre de la Défense et actuel numéro 2 de l'UNMO, et le ministère des Plantations et des produits de base, dont l'huile de palme, est confié à Johari Abdul Ghani, trésorier de l'UMNO et ancien ministre des Finances II de 2016 à 2018.

Nouvelles ressources d'hydrocarbures découvertes

La compagnie pétrolière nationale Petronas a annoncé avoir enregistré, pour 2023, 19 nouvelles découvertes de réserves pétrolière et évalué avec succès le potentiel de deux champs offshore, le tout pour volume estimé à 1 Md de barils équivalent pétrole. Près de la moitié de ces découvertes ont été réalisées dans le bassin du Sarawak, dont les plus importantes dans les puits de edombak-1, Sinsing-1, Machinchang-1 and Mirdanga-1 par la filiale Petronas Carigali (PCSB) et ceux de Babadon-1 and Chenda-1 par la compagnie thaïlandaise PTTEP.

Singapour

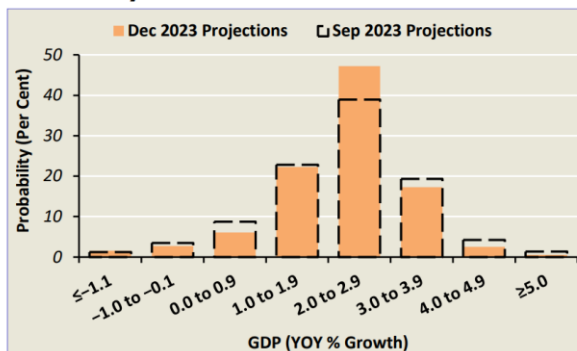
COP28 : Singapour renonce à réclamer des fonds pour les dommages climatiques

Singapour a annoncé lors de la COP28 que le pays n'utilisera pas le fonds de compensation pour les pertes et dommages liés au changement climatique, malgré ses investissements importants dans la protection côtière. Au lieu de cela, le pays soutiendra les pays de l'Alliance des petits États insulaires (Aosis) pour faciliter l'accès à ce fonds. La ministre de l'Environnement, Mme Grace Fu, a souligné que l'objectif était d'aider les autres pays vulnérables, en particulier ceux ayant des difficultés techniques à soumettre des projets pour recevoir ces fonds. Actuellement, le fonds de pertes et dommages est doté à hauteur de plus de 790 M USD.

Légère revue à la baisse de la croissance prévue en 2024 par les économistes du secteur privé

Selon une enquête trimestrielle de la MAS, les économistes du secteur privé ont révisé à la baisse leurs attentes de croissance pour le PIB de Singapour en 2024, passant de 2,5% à 2,3%, principalement en raison du risque accru d'un ralentissement économique mondial. Les principaux risques identifiés sont les répercussions d'un ralentissement de la croissance mondiale, les tensions géopolitiques, les pressions inflationnistes et les conséquences d'une croissance plus faible en Chine. Certains économistes ont souligné une probable reprise des exportations électroniques de Singapour et une croissance plus robuste en Chine comme des facteurs positifs potentiels pour 2024. Les prévisions d'inflation ont également été révisées à la hausse pour 2024, avec une prévision d'inflation globale de 3,4% et d'inflation de base de 3%.

Mean Probability Distribution of 2024 GDP Growth Forecasts



800 M USD levés par Seraya Partners pour des infrastructures vertes en Asie

Seraya Partners a levé 800 M USD pour sa première levée de fonds, dépassant son objectif initial de 750 M USD. Le fonds, soutenu par BlackRock, cible de nouvelles infrastructures en Asie, mettant l'accent sur la transition vers les énergies vertes et les data centers. La levée des fonds s'est faite principalement auprès d'investisseurs institutionnels, notamment des fonds souverains, des fonds de pension, des assureurs et des family offices en Amérique du Nord, en Europe et dans la région Asie-Pacifique. Les partenaires comprennent la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et Alberta Investment Management. La moitié des fonds est déjà allouée à des entreprises telles qu'Empyrion DC, Cyan Renewables et Astrid Renew dans le domaine des énergies renouvelables et des infrastructures numériques.

Vietnam

Fitch : révision à la hausse de la note souveraine à de BB à BB+ avec perspective « stable »

L'agence de notation Fitch Ratings vient de relever la note souveraine du Vietnam à 'BB+', avec une perspective « stable ». Cette note reflète les perspectives de croissance favorables à moyen terme du pays, renforcées par de forts flux d'investissements étrangers. À moyen terme, Fitch prévoit une croissance moyenne du PIB à 7% grâce à des entrées d'IDE élevées soutenues par la compétitivité du Vietnam en termes de coûts, de disponibilité de main d'œuvre et d'intégration commerciale. L'amélioration des réserves de change après une forte baisse en 2022 (89 Mds USD à fin septembre 2023), le maintien de la dette publique autour de 38%, niveau inférieur à la médiane « BB » et la stabilisation du déficit budgétaire du Vietnam constituent des indicateurs positifs selon Fitch.

BAsD : revue à la baisse de la croissance en 2023 de 5,8% à 5,2%

Dans son dernier rapport sur les perspectives de développement en Asie, la Banque asiatique de développement (BAsD) a révisé à la baisse la croissance du Vietnam à 5,2% en 2023, contre une prévision de 5,8% en septembre. Selon la BAsD, la reprise plus faible que prévu en raison de la faiblesse de la demande extérieure continuera à freiner le taux de croissance des secteurs industriels et des services et à provoquer un ralentissement de la reprise de l'emploi et de la consommation intérieure. La BAsD prévoit également que le pays enregistrera une croissance de 6% en 2024.

Visite d'Etat de Xi Jinping: le Vietnam rejoint à reculons une « communauté de futur partagé » encore essentiellement symbolique

Les 12 et 13 décembre, la (troisième) visite du Secrétaire général (SG) du Parti Communiste chinois (PCC) et président chinois, Xi Jinping, à Hanoi intervient trois mois après celle du président américain (10-11 septembre), à l'issue de laquelle les Etats-Unis avaient rejoint le club des pays disposant d'un « partenariat stratégique global » avec le Vietnam. L'allié japonais avait suivi en novembre. Cette visite au « camarade et frère » vietnamien avait pour principal objectif le rehaussement du statut de la relation bilatérale, objectif qui a été atteint puisque les deux pays se sont accordés pour faire évoluer la relation vers une « communauté de futur partagé à dimension stratégique ». Si l'alliance objective en vue de garantir la sécurité des régimes (coopération dans le domaine du renseignement, de la propagande, du judiciaire) semble gagner en substance, peu d'avancées ont en revanche été actées dans les domaines économiques : malgré ses efforts de ces derniers mois, la Chine n'est pas parvenue à se positionner sur le train à grande vitesse, les minéraux critiques ni les câbles sous-marins. De son côté, la partie vietnamienne semble avoir obtenu des garanties de la part de la Chine sur le traitement du commerce transfrontalier et les exportations agricoles.

Thaïlande

Craintes d'une baisse accrue de l'indice boursier

Les experts économiques thaïlandais (banques privées, courtiers et fonds d'investissement) anticipent une détérioration accrue de l'indice boursier thaïlandais (SET index). Ce dernier, qui a chuté le 12 décembre à son plus bas niveau depuis 3 ans, pourrait encore diminuer à court terme et passer en-deçà de la barre des 1 300 points, sous la pression des sorties de capitaux étrangers. Pour mémoire, les investisseurs étrangers, dont les transactions correspondent à environ 40% des échanges sur le marché boursier thaïlandais, se sont portés vendeurs nets à hauteur d'environ 300 M USD depuis le début d'année 2023 (ventes de titres pour 5,75 Mds USD contre des achats pour 5,45 Mds USD). Pour les observateurs économiques locaux, alors que de nombreuses places boursières ont récemment enregistré de meilleures performances favorisées par une inflation déclinante et une pause dans le durcissement de la politique monétaire, ces mêmes causes n'ont eu aucun effet sur le marché boursier thaïlandais qui a continué de chuter, principalement en raison de contraintes domestiques qui affectent la confiance des investisseurs étrangers : (i) la mise en place annoncée d'un portefeuille numérique qui pourrait avoir un impact considérable sur l'endettement et les finances publiques ; (ii) le défaut de paiement potentiel d'obligations du secteur privé à hauteur de 29 Mds USD (beaucoup d'entreprises, en particulier des secteurs financiers et de la construction, pourraient se retrouver en difficultés financières si elles n'arrivent pas à refinancer leur dette au mois de janvier prochain) ; (iii) des entrées touristiques moins élevées qu'anticipées (moindres recettes attendues du fait notamment de la faiblesse des flux touristiques en provenance de Chine).

Projets gaziers en Malaisie

PTTEP, la filiale en exploration et production pétrolière du premier groupe public thaïlandais PTT, devrait augmenter sa production de gaz suite à la découverte de gisements en Malaisie, deux dans la région de Sarawak et un autre à Lang Lebah (plus important gisement découvert par PTTEP en Malaisie). Ces nouveaux champs proposeraient du pétrole et du gaz de haute qualité, avec notamment une quantité conséquente de grès gazeux doux d'une épaisseur allant jusqu'à 200 mètres. Ces découvertes sont importantes en vue de sécuriser l'approvisionnement gazier de la Thaïlande, le gaz représentant environ 60% de son mix électrique. Pour mémoire, PTTEP est très engagé, tant au niveau domestique qu'au niveau international, pour assurer cet approvisionnement (mis à mal par les baisses de production des gisements en Thaïlande et en Birmanie notamment) : (i) en Thaïlande, reprise de l'exploitation des champs d'Erawan (à l'américain Chevron), dont la production devrait augmenter à 800 M de m³ par jour d'ici avril 2024, et de Bongkot (au groupe français Total Energies en mars 2023) situés dans le Golfe de Thaïlande; (ii) à l'étranger, reprise de la tête du consortium d'exploitation du gisement de Yadana en juillet 2022 (après la sortie de Total Energies puis de Chevron) et plusieurs acquisitions majeures (comme en Malaisie, à Oman ou encore aux Emirats Arabes Unis).

Mesures face au surendettement des ménages

Le Premier ministre Srettha a annoncé ce jeudi un ensemble de mesures visant à lutter contre l'endettement des ménages (90% du PIB). Ainsi, les emprunteurs en difficulté seront répartis en 4 catégories pour lesquelles des mesures spécifiques d'allègement de dette seront mis en place. Le premier groupe comprendra ceux qui ont été directement affectés par la crise sanitaire de la COVID-19 (proposition d'un soutien financier ou d'un moratoire sur leur dette auprès de deux banques publiques). Le second concernera les personnes bénéficiant d'un revenu fixe mais surendettés, qui seront-elles-mêmes catégorisées en deux sous-groupes (les fonctionnaires, dont la totalité des dettes sera transférée à une structure de défaisance, et ceux endettés par carte de crédit qui bénéficieront d'un programme de refinancement proposant un allongement de maturité jusqu'à 10 ans et une baisse des taux de 16-25% actuellement à 3-5%). La troisième catégorie regroupera ceux qui n'ont aucun revenu fixe, tels que les agriculteurs, emprunteurs de crédit-bail et étudiants qui devraient bénéficier d'un moratoire de dette, d'une réduction des taux d'intérêt ou d'une diminution des tranches de remboursement. Enfin, un quatrième groupe, les emprunteurs dont les crédits sont classifiés comme dans la catégorie des prêts non performants, verra sa dette également transférée à un gestionnaire d'actifs qui aura la charge de restructurer les prêts.

Philippines

BAsD : maintien des prévisions de croissance 2023-24

Dans sa dernière édition de l'Asian Development Outlook, la BAsD a confirmé ses prévisions de croissance pour les Philippines de respectivement 5,7% et 6,2% en 2023 et 2024 grâce à un niveau élevé de consommation malgré le niveau toujours élevé des taux d'intérêt. Les plus élevés au sein de l'ASEAN, ces taux de croissance demeurent toutefois en deçà des prévisions du gouvernement de respectivement 6 à 7% en 2023 et de 6,5% à 8% en 2024. Les prévisions d'inflation sont de 6,2% en 2023 et 4% en 2024 avec la réduction progressive de la hausse des prix alimentaires.

Cambodge

Le Cambodge en tête de l'accueil des IDE

Bien sûr, ce n'est pas en volume des investissements eu égard à la taille du marché cambodgien ; ça l'est en termes de dynamisme. De fait, selon *FDI Intelligence* (Financial Times), basée sur les dernières données du FMI, le Cambodge est classé en tête des pays les plus dynamique pour l'accueil des IDE pour 2024. Le Cambodge prend la tête de ce classement, devant les Philippines, le Kenya, l'Iraq ou encore l'Inde. Bon an mal an, les IDE représentent 7 à 8% du PIB cambodgien, finançant l'essentiel des infrastructures (quand l'aide publique au développement représente encore 6 à 7% du PIB). En outre, le Royaume pourrait, selon le FMI, connaître la plus forte croissance économique d'Asie du Sud-Est (+6,1%). Et il met en œuvre un réseau d'accords de libre-échange favorable à son commerce extérieur. Même si la Chine reste le principal investisseur étranger, le Cambodge est désireux de varier les investissements reçus, tant géographiquement – des appels du pied sont faits aux entreprises françaises – que sectoriellement. Les entreprises sud-coréennes, sont par exemple de plus en plus présentes dans le pays.

Démarrage de la négociation fiscale avec la France

Les experts de la Direction de la législation fiscale de Bercy (DLF) ont rencontré leurs homologues cambodgiens à Phnom Penh du 5 au 7 décembre pour le premier tour de la négociation d'une convention fiscale bilatérale. Le deuxième tour, prévu à Paris, abordera les points les plus sensibles de la négociation. Une fois conclue, la convention contribuera au renforcement de la coopération fiscale bilatérale et à la stimulation des investissements entre les deux pays. À noter que la présence économique française reste la première parmi les pays occidentaux au Cambodge. Elle repose à la fois sur les investissements de grands groupes (Vinci, TotalEnergies, Accor, BRED, CMA CGM, Newrest...) et sur la présence de nombreuses PME créées par des français (des EFE).

Nombre de projets de construction toujours en baisse

Le Cambodge a approuvé 2 598 projets de construction au cours des trois premiers trimestres 2023, en baisse de 19% par rapport à la même période en 2022. Dans le même temps, les montants investis annoncés s'élèvent à près de 5 Md USD (+153%). Les projets couvrent une surface totale de 12 M m² (+146%). Pour autant, en septembre 2023, le secteur de la construction a connu une forte baisse d'activité. Ainsi, seuls 231 projets ont obtenu des permis de construire, représentant 427 582 m² et un investissement de 202,3 M USD. Par rapport à août 2023, le nombre de projets a diminué de 30%, les surfaces de construction de 88% et les investissements de 87%. En glissement annuel, cela représente respectivement une baisse de 36%, de 46%, et de 32%. Les activités économiques étant relativement stagnantes, le secteur de la construction connaît un difficile redressement. Il peine à retrouver son niveau d'avant la crise sanitaire. Pour mémoire, le secteur de la construction a attiré des investissements de 9,35 Md USD en 2019, avec 4 446 projets approuvés.

Laos

Le triangle d'or se renouvelle...

Zone à la réputation historiquement sulfureuse, elle abrite – côté laotien – la zone économique spéciale du triangle d'or (GTSEZ), située à Bokéo. Les trafics d'êtres humains liés à des arnaques de grande ampleur sur internet ont attiré l'attention du Canada, des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Après le Trésor américain (OFAC) en janvier 2018, ces trois pays viennent de prendre des sanctions coordonnées contre 9 personnes et 5 entreprises à l'origine de ces trafics. Côté laotien et sans surprise, Zhao Wei, est visé. Fondateur de Romans Casino (Hong Kong), il est le président de la GTZES. Les autres personnes sanctionnées sont originaires de Birmanie (OO Saw Min ; THU Saw Chit), de Thaïlande (RUNGTAWANKHIRI Nat ;), de Chine (SHE Zhijiang ; SU Guiqin ;) ou du Cambodge (SOVANNY Hum). Et les entités sanctionnées sont originaires du Cambodge (Golden Sun Sky Entertainment Co., Ltd. ; Heng He Casino ; K.B. Hotel ; Pacific Real Estate Property Management Company ; et Zhengheng Group Co. Ltd.).

Vers une meilleure connaissance de l'émigration

La représentante de l'Organisation internationale des migrations (OMI) et un vice-ministre du plan et des investissements (MPI) ont présenté le dernier rapport de l'OMI sur les migrations au Laos. On y apprend, avec des données parfois un peu anciennes (2020 et 2021), que le pays connaît un solde migratoire négatif. 1,3 million de Laotiens résident à l'étranger, majoritairement des femmes (56%), contre 50 000 étrangers résidant au Laos (originaires principalement de Chine, de Birmanie et du Vietnam). Les transferts de ces migrants représentent jusqu'à 2% du PIB (non compris une part supplémentaire de transferts informels, évaluée à 1%). Et environ 15% des foyers laotiens en bénéficient, avec un impact non négligeable sur la réduction de la pauvreté. Cet effet positif est à mettre en regard de pénuries de main dans certains secteurs (secteur du tourisme, secteur manufacturier...). OMI et MPI vont travailler à affiner les données, destinées à élaborer des politiques publiques plus adaptées.

Birmanie

Banque mondiale : une économie amorphe, victime d'une accélération du conflit

Dans son dernier rapport sur l'économie de la Birmanie, la Banque Mondiale s'attend à une croissance économique très amoindrie pour le pays pour l'année fiscale 2023/24 (avril à mars), soit environ 1% contre un taux à 3% prévu dans son précédent rapport (juin 2023). L'intensification du conflit depuis octobre, provoquant le déplacement d'environ 500 000 personnes (plus de 2 M depuis le coup d'Etat de février 2021), a aggravé les contraintes logistiques et commerciales qui, combinées à la volatilité du Kyat et une inflation persistante (anticipée à +20,1% g.a.), ont entraîné un net ralentissement de la croissance. Le poids de l'économie birmane reste ainsi inférieur de 10% à celui qui prévalait en 2019, faisant de la Birmanie le seul pays du sous-continent est-asiatique à ne pas avoir encore retrouvé son niveau d'activité économique pré-Covid. Tandis que les indicateurs de l'activité des entreprises se sont détériorés depuis la mi-2023 (les firmes opérant à seulement 56% de leur capacité en septembre, soit une diminution de 16 points par rapport à mars), les ménages ont vu leur revenus baisser (40% d'entre eux auraient reporté une diminution de revenus par rapport à l'année précédente) et le coût de la vie encore augmenter, en particulier l'inflation alimentaire, sous le poids notamment de la dépréciation du Kyat et des effets de l'intensification du conflit sur les transports de marchandises. Pour 2024/25, la Banque mondiale prévoit une légère amélioration de la situation, avec un taux de croissance anticipée à 2%.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr